



Rapport d'activités 2019

En Bref

Au cours de l'année 2019, la Coordination EAU Île-de-France a franchi un palier en touchant un public élargi : des milliers de personnes ont participé à la votation citoyenne sur la gestion de l'eau à Est Ensemble, plus de 700 personnes aux ateliers « écolo, c'est économe » à Paris, plus de 300 étudiant-es aux activités des universités bleues... Avec la votation citoyenne, notre association retrouve le fil rouge de son action : créer les conditions de la participation des habitant-es aux grandes décisions concernant l'eau ; « *ça s'écrit eau, ça se lit démocratie* » !

Sommaire

Avancées vers la gestion publique de l'eau p2

La votation citoyenne à Est Ensemble p2

La victoire en appel contre le SEPG p5

Les projets parisiens p5

1) Écolo c'est économe p5

2) Université populaire de l'eau bien commun p11

3) Universités bleues p20

Eau et climat p26

Activités internationales p30

Une organisation en mouvement p31

Avancées vers la gestion publique de l'eau

L'année 2019 a été décisive pour le combat pour la gestion de publique de l'eau dans les trois territoires sortis du SEDIF fin 2017. Ça a commencé fort avec la diffusion d'une carte de vœux dédiée à la gestion publique. Puis de multiples initiatives ont lieu dès janvier : projection-débat de Vague citoyenne à Bondy le 18 janvier et aux Lilas le 24 janvier ; débat public à Aubervilliers le 22 janvier.



Image d'Arnaud Corbin

Est Ensemble organise un conseil de territoire extraordinaire consacré à la gestion de l'eau le 22 janvier. Au GrandOrly-Seine-Bièvre, la Coordination Eau Île-de-France organise un compte-rendu public des travaux du comité de pilotage eau avec **Jacques Perreux**, élu territorial et membre de la Coordination et **Christian Métairie**, Maire d'Arcueil et vice-président du département du Val de Marne.

La votation citoyenne à Est Ensemble

L'expression des citoyen·ne·s est un outil très puissant pour faire bouger les lignes. En voici une nouvelle démonstration avec la votation citoyenne sur la gestion de l'eau organisée dans plusieurs villes d'Est Ensemble (93) en juin 2019 et les avancées qu'elle a permis d'obtenir.

Une demande de la Coordination EAU Île-de-France

Depuis fin 2017, l'établissement public territorial (EPT) Est Ensemble – qui regroupe les communes de Bagnole, Bobigny, Bondy, Le Pré Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville n'est plus adhérent du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) qui confie la gestion de l'eau à la multinationale Veolia. Mais il faut passer à l'étape suivante : créer une régie publique. Pour donner l'impulsion nécessaire et éviter tout retour en arrière au SEDIF, la Coordination EAU Île-de-France demande une consultation des citoyen·ne·s.

Rapport d'activités 2019

Il faut pour cela convaincre les élus de consulter les citoyens et trouver la forme adaptée pour le faire. Sur le principe, en général, les élus ne s'opposent pas à la consultation des citoyens. Mais certains s'évertuent parfois à rendre sa mise en œuvre impossible ou cherchent à ce que la consultation soit le moins contraignante possible... La Coordination EAU Île-de-France veut avant tout que les citoyens puissent s'exprimer. Elle ne s'attache pas à la forme de la consultation. Car nous savons qu'il sera difficile pour des élus de faire le contraire de ce que les citoyens ont exprimé. A Est Ensemble, il y a toute une discussion sur qui doit organiser la consultation, les villes ou l'établissement public territorial, sur le type administratif de consultation et sur les dates (il ne faut pas que la consultation ait lieu dans les six mois précédant les élections municipales). Un audit est même réalisé par un bureau d'études juridique pour déterminer la forme adéquate pour la consultation.

Le Conseil de territoire d'Est Ensemble finit par approuver le 28 mai 2019 une délibération qui permet aux communes d'organiser une votation citoyenne sur le mode de gestion de l'eau.

Le mode d'emploi de la votation citoyenne

Quatre villes (Bagnole, Bondy, Les Lilas et Montreuil) organisent la consultation citoyenne suivant des modalités légèrement différentes. A Bagnole, sept bureaux de vote, un par quartier, sont ouverts le dimanche 30 juin. Les habitants votent sur présentation de leur carte d'identité ou d'un justificatif de domicile sans le cas d'étranger ou de mineurs. Le dépouillement a lieu dans la foulée à la fermeture des bureaux. A Montreuil, les urnes sont placées pendant la toute la semaine dans des endroits de passage : centres sociaux de quartier, marchés, et il y avait aussi une possibilité de vote électronique sur le site web de la mairie. A Bondy, la consultation est organisée sur une journée dans des lieux publics. Aux Lilas, c'est sur deux jours, dans un gymnase le samedi et sur le marché le dimanche... Dans tous les cas, le choix porte sur la création de la régie publique ou sur le retour au SEDIF (à Montreuil, il y avait aussi d'autres questions).

Mais la votation citoyenne, ce n'est pas que la consultation des habitants. C'est aussi leur information et la formation de leur opinion via le débat. A Bagnole, le magazine municipal mensuel a publié un dossier sur la votation citoyenne, puis un magazine spécial de 16 pages a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres... L'ensemble des forces politiques de la ville ont appelé à participer à la votation et se sont prononcées en faveur de la gestion publique. Dans les autres villes, l'information a circulé par tracts principalement. Dans trois villes (Bagnole, Bondy et Montreuil) des débats publics contradictoires ont été organisés avec la participation de la Coordination EAU Île-de-France, de nombreux élus favorables à la gestion publique et d'une forte délégation du SEDIF comprenant plusieurs directeurs et un vice-président, un magistrat, détaché de la Cour des comptes et recruté par le SEDIF...

Côté information toujours, : le SEDIF s'est payé deux jours de suite une pleine page de publicité dans le Parisien 93 à la veille de la votation ! Le directeur du SEDIF s'est exprimé sur une page dans le magazine de Bagnole. Enfin, toujours au mois de juin, le délégataire du SEDIF, Veolia, a adressé une lettre et une luxueuse brochure de huit pages à tous les conseillers municipaux des villes organisant la votation citoyenne. Bref, c'est une vraie petite campagne électorale qui s'est déroulée sur les enjeux de la gestion de l'eau.

Rapport d'activités 2019

Le succès est au rendez-vous

Le succès et les résultats très clairs de la votation citoyenne (moins de 3% des habitants souhaitent le retour au SEDIF) ne sont pas bien passés au SEDIF et ont suscité l'ire de son président, M. Santini. Celui-ci s'est fendu d'[une nouvelle lettre comminatoire adressée aux élu-es d'Est Ensemble et aux député-es](#). M. Santini déclare nulle et non avenue la votation citoyenne... après y avoir participé de toutes ses forces ! Les électeurs et les électrices se sont pourtant bien prononcé-e-s en pleine connaissance de cause, avec toutes les informations disponibles. Le résultat écrasant en faveur de la régie publique fait écho à la demande forte de services publics qui s'exprime dans la société. La votation traduit aussi un élargissement considérable du public concerné par les enjeux de la gestion de l'eau. C'est une première étape qui sera suivie par d'autres. Pourquoi pas une nouvelle votation citoyenne après les élections municipales, comme l'idée en a été exprimée au Conseil de territoire d'Est Ensemble ? Cela permettrait de consulter les citoyen-ne-s sur la version aboutie du projet de régie publique et d'élargir encore le public concerné. La régie publique se fera avec les citoyen-ne-s !

Outre les quatre villes qui ont organisé la consultation et où plusieurs milliers d'habitant-e-s se sont clairement prononcé-e-s en faveur de la création d'une régie publique de l'eau, deux autres villes, Le Pré Saint-Gervais et Pantin, n'ont pas organisé de votation citoyenne mais leurs maires et leurs conseils municipaux se sont prononcés en faveur de la gestion publique. Seule une ville, Romainville n'a donné aucune indication. Les deux dernières villes d'Est Ensemble, Bobigny et Noisy-le-sec, ont regagné le giron du SEDIF. Les positions de chaque commune (à une exception près) étant connues, la voie est ouverte pour qu'Est Ensemble se prononce sur la création de la régie.

Des avancées sensibles

Juste après la votation, les 1^{er} et 2 juillet, le comité de pilotage sur l'eau puis le Conseil de territoire se sont réunis. Les élu-e-s insistent que la volonté politique se conjugue maintenant à l'avancée concrète du dossier... Un nouveau conseil de territoire est convoqué le 29 août. Il décide de créer une mission de préfiguration de la régie de distribution de l'eau potable et un emploi d'ingénieur en chef - comme le demandait depuis longtemps la Coordination EAU Île-de-France - pour préparer le passage à la gestion publique. La délibération précise les études de préfiguration qui seront menées et présentées au Comité de pilotage comprenant élu-e-s et associations. Il s'agit d'une avancée sensible et concrète, directement liée à la mobilisation autour des votations citoyennes organisées en juin. La délibération adoptée à l'unanimité vise à « dépasser maintenant le cadre de la réflexion comparative sur le mode de gestion et à s'investir dans une préparation plus opérationnelle » avec deux grandes missions liées à la sortie définitive du SEDIF et au passage en régie de distribution.

Le processus de votation citoyenne, comprenant l'information, le débat contradictoire et enfin l'expression des habitants a permis une avancée sensible du combat en faveur de la gestion publique.



Rapport d'activités 2019

Victoire en appel contre le SEPG

La Cour administrative d'appel de Versailles a confirmé le 21 novembre 2019 l'annulation des délibérations du 29 mai 2013 du Syndicat des eaux de la presqu'île de Gennevilliers (SEPG), qui initiaient le renouvellement du contrat de délégation de service public avec la multinationale Suez. Le SEPG est condamné à verser 2000€ à la Coordination EAU Île-de-France défendue par l'avocat Yann Kermarrec.

Le contrat qui lie le Syndicat des Eaux de la presqu'île de Gennevilliers avec Eau et force, filiale de la multinationale Suez, est par sa taille le 3e contrat de délégation de service public de l'eau potable en France (après celui du SEDIF et celui de Marseille Métropole). Il concerne 610 000 habitants de dix villes de l'ouest parisien. Le jugement de la Cour administrative d'appel de Versailles confirme que son renouvellement a été décidé en toute illégalité en 2013. Cela en dit long sur la transparence qui ne règne toujours pas dans le domaine de l'eau, plus de vingt ans après la loi Sapin qui devait moraliser ce secteur...

Retrouvez tous les enjeux de cette victoire et l'historique de six ans d'action dans cet article : <https://eau-iledefrance.fr/victoire-en-appel-contre-le-sepg/>

Les projets parisiens

1) Écolo c'est économe

Rappel : définition et objectifs

Les ateliers:

« Écolo, c'est économe ! » est une initiative d'écologie populaire, qui met à l'honneur les savoirs, les pratiques et le bon sens des citoyen-ne-s dans la gestion de l'eau au quotidien. Elle vise en priorité des publics socialement et économiquement défavorisés, en associant habitant-e-s et acteurs du quartier, pour favoriser une utilisation plus responsable et économe de la ressource en eau.

Ces objectifs sont :

- l'amélioration de la perception de la qualité de l'eau du robinet par rapport à la qualité de l'eau en bouteille; changement de comportement en faveur de la consommation d'eau du robinet pour la boisson ;
- un changement de comportement en faveur des écogestes économes ;
- la réduction de la charge eau et du coût des produits ménagers dans le budget domestique ;
- l'amélioration de la compréhension des actions et du rôle d'Eau de Paris.

La formation d'animateur/acteurs associatifs :

Il s'agit d'aider les associations, notamment celles qui font de l'animation environnementale et/ou de l'animation périscolaire à intervenir dans le domaine de l'eau.



Rapport d'activités 2019

La Coordination EAU Île-de France ne peut pas répondre directement à toutes les demandes et n'a pas pour vocation de développer une activité d'animation à part entière dans le domaine périscolaire. Elle mise plutôt sur le partage de son expérience avec le réseau d'acteurs déjà engagés sur le terrain.

Historique du projet

En 2012 et 2013, le projet « Eau, ma parole ! » a permis de créer un dispositif d'expression et d'information innovant, à la fois tout public et accessible aux publics socialement et économiquement défavorisés, au sujet de la qualité de l'eau du robinet à Paris. En 2014, avec le projet « Écolo c'est économe » cette expérience a été approfondie et ancrée, en introduisant une dimension de participation plus concrète autour de la fabrication de produits ménagers et cosmétiques, dans le dialogue avec les habitants. L'expérience s'est renouvelée, diversifiée et élargie de façon considérable en 2015-2016.

Des partenariats avec les associations, les centres sociaux et la CAF, ont permis de toucher des publics socialement défavorisés. Les ateliers participatifs sont l'occasion de collecter les témoignages des participant-e-s, pour créer ensemble des outils pédagogiques accessibles à tous. Les résultats du projet ont été présentés lors d'un atelier de restitution exceptionnel, ouvert à tous ; les outils réalisés sont employés pour l'essaimage en région parisienne.

En 2016-2017, le projet s'ancre dans le 13^e arrondissement où il existe depuis 5 ans, et s'installe dans le 18^e à la porte Montmartre, s'inscrivant dans une démarche de pérennisation dans les deux quartiers. Une nouvelle implantation, non prévue au départ, a lieu dans le 11^e. En 2017-2018, les ateliers « écolo, c'est économe » se sont développés dans de nouveaux lieux, et ont permis de créer de nouveaux partenariats (Fac'habitat- résidence de jeunes actifs, maison des volontaires, Treize en liens, Treize avenir, etc.) dans une série de rendez-vous réguliers ou dans une programmation croisant différentes thématiques dont celle de « l'eau et du climat ». **Neuf centres sociaux et sept autres lieux** (*ressourcerie, kiosque citoyen, rés univ, etc*) **ont accueillis «écolo, c'est économe»**. **Quatre arrondissements sont touchés par les ateliers : les 11e, 12e, 13e et 18e**. En conséquence, le public participant aux ateliers a encore augmenté passant de 340 personnes lors de la précédente édition à **398 en 2017-2018**. Les femmes en constituent la très grande majorité avec **281 participantes. 69 enfants et 48 hommes** ont également participé aux ateliers. Publics défavorisés estimés à 318 personnes.

Bilan 2019

En 2019 nous avons investi d'autres lieux permettant une bonne diffusion de notre sensibilisation et de nos pratiques. Pour chaque intervention, nous avons fourni à toutes les personnes présentes, un livret Eau de Paris «Paris, je boirai toujours de ton eau», une carte des fontaines à eau parisiennes et un livret de recettes que nous avons construit et amélioré au fil de nos expériences et échanges.

Au total c'est 70 ateliers, stands et événement qui ont été investis, soit 722 personnes touchées, dont 580 femmes, soit 80% des personnes touchées, 68 hommes et 74 enfants, représentant, chacun, 10% des personnes touchées. De nouveaux arrondissements ont été investis : 10e, 14e, 15e, 19e et 20e.

Nous nous situons dans un contexte de forte demande pour les ateliers «écolo, c'est économe» qui répondent parfaitement aux préoccupations écologiques montantes dans la société, en alliant social et écologie.

En 2019, nous avons continué notre activité de base avec les centres sociaux en inscrivant davantage nos ateliers dans leurs programmes ; maintenant que nous sommes assurés de l'importance de la demande partout, les ateliers sont proposés de façon récurrente (2 par mois par exemple) plutôt que comme un événement isolé.

Rapport d'activités 2019

Un autre axe de développement est la diversification des publics.

D'une part, vers les particuliers, avec l'organisation d'ateliers à la demande. Cela peut se faire en investissant les lieux public, type café, par exemple, ou à domicile. Dans ce cas, ce sont les particuliers qui sont à l'initiative de l'atelier et qui en font la promotion dans leur environnement social (ami-es, collègues, famille). C'est le cas dans la rue zéro déchet dans le 10e avec des ateliers à la demande des habitant-es.

A la différence des centres sociaux où nous faisons des ateliers totalement gratuits pour les bénéficiaires, nous demandons une participation financière aux personnes présentes. En retour, cela nous donne des moyens supplémentaires pour intervenir dans les centres sociaux.

Enfin nous avons formé des associations désireuses de mener l'action de sensibilisation et d'information via les ateliers de fabrication de produits naturels ; avec une session théorique d'une journée suivie de deux ou quatre ateliers pratiques à nos côtés afin d'autonomiser les apprenants.

Nous avons également formé des bénévoles, recruté lors de nos ateliers, afin de mieux répondre à la demande grandissante de sensibilisation autour de la protection de la ressource et de la santé.

L'activité ne cesse de se développer, de plus en plus de personnes et de lieux souhaitent intégrer les ateliers de manière pérenne, en proposant des résidences à l'activité et de nouveaux arrondissements sont investis (10ème, 14ème, 15ème, 19ème et 20ème). Au total, près de 722 personnes (580 femmes, 68 hommes et 74 enfants) ont participé à nos ateliers, ce qui représente un doublement par rapport à l'année précédente !

La réalisation des ateliers "Écolo c'est économe" a conduit aussi à une présence lors d'activités en pied d'immeubles avec des stands d'information, à la participation aux réunions d'organisations des événements et à la réalisation d'une balade urbaine pour conter l'eau.

Pratiquement aucune des personnes fréquentant les ateliers ne sait d'où vient l'eau qu'elle consomme à Paris. Leur faire connaître l'eau de Paris à travers nos ateliers constitue un apprentissage apprécié à la mesure de l'importance de cette source vitale et nécessaire. On sent le plaisir du public à être informé.

Ces ateliers créent des situations d'échanges intéressantes. La plupart des participants repartent avec un regard changé sur l'eau du robinet et renoncent à l'eau en bouteille. La pertinence de ces ateliers est donc pleinement validée.

En ce qui concerne l'aspect plus technique des ateliers, de nombreux participant-es arrivent avec des connaissances de base, mais peinent à se lancer. Il faut donc les rassurer en précisant leurs connaissances pour les rendre plus autonomes.

Le projet atteint ses objectifs de participation des habitant-es, pour faire évoluer les comportements vers une gestion plus écologique et économe de la ressource. *Commentaires des participant.e.s qui revient le plus : simple, efficace, économique!*

Quelques exemples d'ateliers :



Rapport d'activités 2019

Paris 11ème

Centre social “Le Picoulet” - 59, rue de la Fontaine au Roi” :

Pour cet atelier unique, l'intérêt pour le centre est de tester de nouvelles activités afin de répondre à son objectif d'élargissement du public cible. L'atelier a été limité à une recette. Nous avons beaucoup parlé des bouteilles d'eau, de la qualité de l'eau et des nourrissons. Nous avons évoqué aussi les perturbateurs endocriniens et l'impact financier des cosmétiques et des produits ménagers sur le budget.

Les questions des participant.e.s restent principalement le coût, l'efficacité, la confiance qu'elles font aux marques qu'elles connaissent, les grandes marques, parce qu'il leur semble que pour vendre un produit, celui-ci doit être irréprochable. Si le produit est en vente, c'est qu'il est nécessairement fiable. Nous avons donc parlé des stratégies de marketing et des ingrédients des produits industriels.

Nos documents habituels d'information ont été distribués : plans des fontaines, livrets d'information Eau de Paris sur l'eau du robinet et notre livret de recettes.

Paris 12ème

Kiosque citoyen

Le Kiosque Citoyen est un Pavillon modulable mis à disposition des acteurs associatifs et des habitants, pour des initiatives citoyennes. A la fois lieu de solidarité, stand d'information, espace d'expositions, d'échanges et d'activités, le Kiosque citoyen se veut être un équipement de proximité d'un nouveau genre. Implanté au croisement de trois quartiers du 12e et coordonné par la Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 12ème.

Notre activité dans ce lieu s'est organisée, de septembre à la fin de l'année, de manière récurrente, sous deux formats : un atelier tous les premiers vendredis de chaque mois et un stand d'une heure d'information, sensibilisation et de démonstration tous les troisièmes mardis.

Ce lieu ayant un public essentiellement défavorisé et sans abri, notre communication s'est tournée vers la solidarité : droit à l'eau et à l'assainissement pour tous grâce aux fontaines du quartier avec la distribution de plan des fontaines d'Eau de Paris, fabrication de produits naturels sur les stands pour une hygiène à moindre coût.

La Commune Libre d'Aligre

La Commune d'Aligre est un lieu associatif, œuvrant pour une animation sociale, culturelle et sportive du quartier d'Aligre, la défense de son environnement et de son cadre de vie, la promotion de l'entraide et de la solidarité entre ses habitants. Et en 2007 elle a ouvert un café associatif au 3 rue d'Aligre, haut-lieu de la convivialité dans le quartier.

Après un premier contact et une projection-débat de “vague citoyenne pour l'eau bien commun” au mois de mai, notre activité “écolo c'est économe” a investi ce lieu au dernier trimestre 2019 à raison d'un atelier par mois.

Les participants sont très investis dans la transition écologique et pratiquent déjà la confection de produits naturels. Pour autant, participer à l'atelier est un moyen de se rassurer sur leurs pratiques et vérifier les informations multiples et souvent contradictoires trouvées sur Internet.



Rapport d'activités 2019

De la même façon, ce public pourtant habitué à consommer de l'eau du robinet n'a aucune idée de sa qualité et de sa provenance, des doutes persistent et beaucoup d'idées reçues sur le calcaire, le nitrate et autre substances présentes dans l'eau. Le livret Eau de Paris les a beaucoup intéressés et les a confortés dans leurs pratiques.

Paris 20ème

Le Dorothy, 85 bis rue de Ménilmontant

Le Dorothy est un café-atelier associatif animé par des chrétiens et ouvert à tous dans un esprit de fraternité. Véritable lieu de vie installé depuis 2017, le Dorothy propose de nombreuses activités manuelles, intellectuelles, artistiques et sociales.

Ce nouveau lieu investi dès le début de l'année a été très motivé par notre proposition d'organiser de manière pérenne des ateliers et a montré un intérêt certain aux sujets de l'eau. Pour démarrer cette nouvelle activité le lieu a souhaité tester son public en proposant différents créneaux pour l'atelier afin d'obtenir le plus de participations possibles. Après cette première phase, nous avons décidé de réaliser deux ateliers par mois. Avec cette organisation, nous avons pu sensibiliser 156 personnes !

Le public est plutôt jeune (20 à 45 ans), toutes les classes sociales s'y mêlent, à l'image du quartier de Ménilmontant. C'est un public riche de ressources et d'initiatives.

Lors des ateliers, nous avons côtoyé un public sensibilisé aux questions écologiques et un public complètement novice qui trouve en ce lieu un moyen solide de se former et d'éviter de se perdre dans cette transition écologique parfois complexe.

Les participant.e.s sont généralement sensibilisé.e.s à la problématique de l'eau en bouteille ce qui permet d'aborder des questions moins basiques et de pousser la réflexion par exemple sur les filtres à eau (leur opportunité et leur action), la récupération d'eau de pluie et son utilisation, les moyens possible pour faire évoluer l'utilisation des eaux usées,etc.

Les participant.e.s étaient très intéressé-es par l'origine de l'eau, le traitement et l'approvisionnement de l'eau à Paris, le livret informatif d'Eau de Paris est toujours très apprécié.

En fin d'année, le lieu a organisé un événement "Journée de l'amitié" à l'occasion de la période de Noël. Ce fut un événement réussi où de nombreuses personnes se sont déplacées. Nous avons pu sensibiliser une cinquantaine de personnes très intéressées par les questions de l'eau. La mixité était très forte.

Atelier pour particuliers

Enterrement de vie de jeune fille -Paris 14ème - Alésia

Une habituée du Dorothy, dans le 20ème arrondissement, ayant participé à l'un de nos ateliers a voulu organiser un atelier pour l'enterrement de la vie de jeune fille de sa sœur. Quasiment toutes les participantes étaient novices en matière de transition écologique et de réalisation de produits cosmétiques et ménagers. Toutes en avaient entendu parler et étaient curieuses et intéressées.

Nous avons parlé de l'eau à Paris, de sa qualité etc. Elles avaient un peu de mal à croire que l'Eau de Paris, qui provient en partie de la Seine, puisse être très propre. Elles ont semblé



Rapport d'activités 2019

convaincues et étaient ravies d'apprendre qu'il y avait des fontaines partout - surtout des fontaines d'eau pétillante. Nous avons également parlé du cycle de l'eau et du réchauffement climatique. Cela a permis d'avoir une discussion sur le fait qu'il existe des solutions pour enrayer le problème, mais qu'il faut une réelle volonté politique pour les rendre possible.

Formation de structures

Objectifs et contenu

Former les animateurs des centres sociaux ou associatifs et des bénévoles souhaitant créer leur propre activité, afin qu'ils puissent animer des ateliers "Écolo c'est économe" - atelier de fabrication de produits ménagers et cosmétiques - dans le respect de la préservation de la ressource en eau ; selon quatre objectifs :

- 1- Créer du lien social et ainsi accompagner de façon plus durable l'évolution des comportements vers des pratiques plus respectueuses de la ressource en eau.
- 2- Réduire les déchets, jusqu'au zéro déchet, et économiser en réalisant soi-même des produits non-polluants.
- 3- Réduire la pollution de l'eau et sensibiliser au coût de l'assainissement de l'eau et de la pollution des rivières (en particulier de la Seine).
- 4- Promouvoir l'eau du robinet et des fontaines à Paris, en expliquant la démarche d'Eau de Paris (exemple : l'installation de producteurs bio autour des zones de captage, ce qui donne une eau plus sûre et de meilleure qualité); focus sur les problématiques liées à l'eau en bouteille.

Déroulé de la formation :

La formation se déroule en 3 grandes parties :

1ère partie : Formation Théorique - une demi- journée de 3h

- Défense du droit humain à l'eau ;
- Combattre la pollution ;
- Le scandale des bouteilles plastiques ;
- Les ingrédients naturels / les ingrédients issus de la pétrochimie - les recettes naturelles

2ème Partie : Formation Pratique - 2h + 30 minutes par atelier soit au total 10h

Rapport d'activités 2019

- Observation de la réalisation d'un atelier par nos formateurs dans une autre structure. Les apprenants sont en situation d'observation. En fin d'atelier, 30 minutes seront consacrées à un échange sur leurs impressions et réflexions ;
- Mise en situation : réalisation de 3 ateliers où progressivement chaque apprenant conduit lui-même l'atelier avec le soutien de nos formateurs. Les apprenants se mettent en situation de conduite d'un atelier face à leur public. En fin d'atelier 30 minutes seront consacrées à un échange sur leurs impressions et réflexions ;

3ème Partie : Suivi, partages des connaissances et collaboration - une demi-journée de 3h :

- Bilan de la formation, retour sur les connaissances acquises ;
- Mise en place d'un espace d'échange participatif.

Par souci de normalisation des connaissances et des actions initiées par "Ecolo c'est économe", nous demandons à chaque structure formée de s'engager sur le suivi et l'amélioration des ateliers. Nous soulignons à cet effet l'importance du discours informatif sur l'eau.

Pour cela, nous mettons à disposition une plateforme numérique pour que formateurs et participants puissent échanger sur les ateliers et la pratique des recettes.

Ainsi les participants aux ateliers pourront y inscrire leur retour d'expérience, poser leurs questions et leurs remarques en faveur du zéro déchet et de la non-pollution de l'eau, les formateurs bien avisés pourront à leur tour répondre aux participants.

Ce dispositif de partage des connaissances est pour l'instant en phase de test ; il ne sera pas public, seuls les participants aux ateliers et formateur y auront accès.

Tout ce programme d'ateliers et de formations est soutenu par Eau de Paris.



2) Université populaire de l'eau bien commun

Sur la lancée des saisons précédentes, l'université populaire s'est déployée sous deux formats différents : des ateliers et des séminaires réunissant plusieurs spécialistes, souvent en partenariat avec d'autres associations ; des cycles de conférences-débats et projections-débats pour un public plus large, sur un rythme mensuel.

Ces différents formats permettent d'agréger des participants de haut niveau et de toucher des publics divers. Deux types de public sont généralement touchés : un public militant associatif et un public jeune, (étudiants, enseignants).

Rapport d'activités 2019

L'objectif général de cette initiative est de sensibiliser à une nouvelle culture de l'eau au travers de différents enjeux dessinant la notion d'eau bien commun. Il s'agit notamment d'aborder trois thématiques qui peuvent se recouper.

La première est la participation des citoyen.ne.s à la vie politique pour laquelle la gestion de l'eau, au travers des conflits qui l'émaillent, est riche d'enseignements. On pense irrésistiblement au slogan du mouvement italien pour l'eau lors du référendum de 2011 : « cela s'écrit eau, cela se lit démocratie ». Cela pose fondamentalement la question de la démocratie que nous voulons. Cette thématique a été très présente dans de la soirée d'inauguration de la résidence de l'eau le 22 mars ainsi que dans la formation organisée avec la Convergence des services publics le 1er avril. Elle est également fortement inscrite dans la préparation de la marche Jai Jagath.

La seconde est celle du modèle économique pour gérer les biens publics. Quelle est la portée, le sens du modèle parisien d'entreprise publique de l'eau ? Quelles comparaisons peut-on établir avec les autres régies publiques qui se développent un peu partout en France et dans le monde ? Elle a été abordée dans l'atelier consacré à « la mutualisation ouverte » avec la participation du Directeur d'Eau de Paris et dans les ateliers de préparation de la campagne "l'eau ne se mérite pas, c'est un droit".

La troisième est celle de l'eau et du climat qui pose de façon concrète la question de la ville durable et de l'avancée vers la transition écologique. Il s'agit d'expliquer comment le cycle de l'eau et le climat sont liés au niveau local et global ; de présenter des alternatives positives, venues du monde entier, de restauration du climat en rendant l'eau à la terre ; de montrer que la gestion de l'eau au sens large est un bon levier d'action sur le climat, pour les citoyens, les associations et les collectivités.

Deux lieux parisiens ont été investis : la résidence de l'eau à la mairie du 10^e arrondissement et un café associatif, Le Dorothy, 85 bis rue de Ménilmontant- dans le 20^{ème}. D'autres initiatives, notamment certains ateliers, se sont tenues en proche banlieue.

Vendredi 22 mars/ Résidence de l'eau, Mairie du 10^e



Eau, climat, communs
Rencontres exceptionnelles pour la journée mondiale de l'eau
Vendredi 22 mars de 18h à 21h
Mairie du 10^e
72 rue du Faubourg Saint Martin
4^e étage

For d'accueil
L'urgence climatique en images : découvrez le travail du collectif de graphistes **2degrees-petition** avec **Arnould Corbin** et **Thierry Sarlis**.

Rejoignez la **résidence de l'eau** qui sera présidée par **Alexandra Cordebar**, Maire du 10^e arrondissement et Maire-adjointe de Paris, et **Cécile Biazet**, Maire-adjointe de Paris et Présidente d'**Eau de Paris**.

A voir le clip vidéo des jeunes de l'atelier eau de la **Coordination eau Île-de-France** avec la carte de formation **Esperem**.

INDEPARIS
Échangez avec des militants indiens sur les alternatives écologiques et solidaires de gestion de l'eau !

Rajendra Singh, lauréat du prix de Stockholm de l'eau en 2015 et président de Tarun Bharat Sangh.

PV Rajagopal, fondateur et président de Bora Parashad, organisateur de la marche internationale vers Genève pour un monde plus juste en 2003.

Entrée libre
Interprétation anglais/Français

Mairie 10^e
Coordination EAU-Île-de-France
Paris
Erasmus+



Rapport d'activités 2019

Au cours de cette soirée, le collectif de graphistes **2degrees-petition** a exposé et présenté ses affiches pour l'urgence climatique. Et des clips réalisés par l'atelier eau et vidéo de la Coordination EAU Île-de-France avec le centre de formation Espérem ont été projetés.

La mairie du 10e et Eau de Paris ont lancé à cette occasion « la résidence de l'eau », un lieu destiné à accueillir les associations et les artisans de l'économie sociale et solidaire engagés pour l'eau bien commun.

Enfin un forum sur les alternatives écologiques a réuni **Rajendra Singh**, lauréat du prix de l'eau de Stockholm, **Prithvi Raj Singh**, administrateur de la Fondation Jal Baghirathi et la journaliste **Juliette Duquesne** avec **Jean-Claude Oliva**, Directeur de la Coordination EAU Île-de-France.

Une centaine de personnes ont participé.

Lundi 1^{er} avril / Maison des associations de Créteil

Séance d'éducation citoyenne et populaire organisée en partenariat avec la Convergence nationale des services publics.

Conférence-débat avec **Jean-Claude Oliva**, directeur de la Coordination EAU Île-de-France : L'eau n'est pas une marchandise, c'est un bien commun de l'humanité, Quel est l'état de la distribution de l'eau ? Que faire pour une gestion publique de l'eau?

Voir la vidéo : <https://www.dailymotion.com/video/x76hcrp>

Environ 25 participant-es.

Lundi 17 juin / Résidence de l'eau, Mairie du 10e

La mutualisation ouverte : vers une nouvelle économie des communs ?

Les collectivités territoriales qui voient menacés leurs équilibres financiers, leur autonomie, les acquis de la décentralisation, pourraient trouver une issue dans une nouvelle forme de coopération, la mutualisation ouverte.

Conférence de **Pascal Arnac**, consultant, suivie d'un débat avec **Benjamin Gestin**, directeur général d'Eau de Paris, et **Michel Jallamion**, président de la Convergence nationale des services publics.

Compte-rendu du débat et deux articles de Pascal Arnac à télécharger :
<http://eau-iledefrance.fr/la-mutualisation-ouverte-vers-une-nouvelle-economie-des-communs/>

Une douzaine de participant-es.

Rapport d'activités 2019



Lundi 1er juillet de 18h à 20h à la résidence de l'eau (Mairie du 10e, 4e étage, 72 rue du Faubourg Saint Martin, métro Strasbourg Saint Denis)

Conférence exceptionnelle de Maurice Martin, ancien professeur d'histoire-géo, co-président de l'AREP Val de Seine, pour présenter la Slovaquie son histoire, sa géographie, sa culture ...

Cette initiative faisait partie de la préparation de la délégation francilienne au chantier international jeunes, eau et climat qui s'est déroulé à Kosice du 8 au 12 juillet. Voir ici <http://eau-iledefrance.fr/chantiers-internationaux-jeunes-eau-et-climat/>

Une douzaine de participant-es.

Cycle de conférences-débats : Les droits de la Nature : un nouvel outil pour protéger l'eau et les écosystèmes aquatiques

Ce cycle s'est déroulé dans le café associatif, Le Dorothy, 85 bis rue de Ménilmontant-Paris 20ème. Il traduit la volonté d'aborder et de se familiariser avec des travaux actuels et particulièrement novateurs.



Rapport d'activités 2019

Les droits de la Nature sont un nouvel outil juridique en plein essor à travers le monde. Les droits de la Nature proposent de créer une personnalité juridique pour des entités naturelles et des écosystèmes, dans un but de préservation, de protection et de restauration de la Nature, pour la Nature. Ils proposent une bascule depuis une vision anthropocentrée du rapport Homme-Nature, vers une vision écocentrée qui replace l'humain à l'intérieur d'un écosystème-Terre interdépendant qui le dépasse.

Les trois séances de ce cycle ont permis d'interroger la pertinence des droits de la Nature comme outil pour protéger l'eau et les écosystèmes aquatiques.

Première séance : Les droits de la Nature au secours des écosystèmes aquatique du monde : introduction aux droits de la Nature et à leur utilisation pour protéger des écosystèmes aquatiques

29 Octobre 2019, Intervenante : **Lorraine Champagne**, juriste en droits de la Nature, chargée de projet à la Coordination EAU Île-de-France.

(participant-es: 30; 20 hommes, 10 femmes)

Objectif et plan de la séance :

L'objectif de cette séance était de proposer une introduction aux droits de la Nature, pour celles et ceux qui découvrent cette notion et de préparer le public aux prochaines séances. Nous avons logiquement exposé les différentes définitions auxquelles cette notions fait face et présenté pourquoi ce sujet émerge. Suivi d'une brève présentation de son histoire, de ses bases philosophiques et morales, de sa structure donnant des clés de compréhension sur comment des nations s'en sont saisis pour protéger des écosystèmes aquatiques dans le monde. Nous avons illustré ces présentations par des exemples de droits de la Nature qui présentent un contexte culturel ou juridique proche du nôtre en France, pour proposer des idées sur l'intégration dans le droit positif français.

Pour clôturer la séance nous avons ouvert la question sur les problématiques auxquelles font face les personnes qui se sont tournées vers les droits de la Nature comme outil dans leur lutte. Les questions du public ont porté sur le crime d'écocide, l'effectivité des droits de la nature, l'intégration des droits de la Nature dans le droit français, le paradoxe entre droit positif/"vrai droit" et les croyances des populations autochtones.

Seconde séance : Les communs planétaires et les droits de la Nature : regards croisés sur l'eau

12 Novembre 2019, Intervenant-es : **Lorraine Champagne**, juriste en droits de la Nature, chargée de projet à la Coordination EAU Île-de-France, **Clément Topuz**, doctorant sur le droit et les communs.

(Participant-es: 20, 12 femmes, 8 hommes)

Objectifs et plan de la séance :



Rapport d'activités 2019

Cette séance avait pour objectif de proposer une comparaison, un regard croisé, sur la manière dont deux théories émergentes du droit appréhendent la question et les enjeux de l'eau bien commun.

Après une présentation des deux outils que sont les droits de la Nature et la notion de bien commun, de leurs positions respectives sur l'eau, nous avons abordé les critiques faites aux deux notions, et ce que la société civile fait pour y remédier, et comment les droits de la Nature et la considération de biens communs peuvent se rencontrer et se compléter mutuellement. Nous terminons par une présentation d'un cas concret où les droits de la Nature et les communs se rencontrent dans le droit néo-zélandais autour de la création d'une personnalité juridique pour le fleuve Whanganui et des institutions qui le protègent.

Sujet de débat : les biens communs (gestion par les humains) peuvent-ils être un moyen de mettre en œuvre les droits de la Nature ? Les droits de la Nature peuvent-ils proposer des outils de réflexion et de positionnement permettant d'intégrer les écosystèmes et la biodiversité à l'intérieur de la Communauté des communs. Certains parlent ainsi d'une communauté "biotique" ou de "socio-écosystème".

Troisième séance : Reconnaissance des droits de la Nature en France : quel cheminement à partir de maintenant ? L'exemple du parlement de Loire

17 décembre 2019, Intervenant : **Camille de Toledo**

(participant-es: 15; 12 femmes, 3 hommes)

Objectifs et plan de la séance :

Camille de Toledo est écrivain, juriste et plasticien, associé au parlement de Loire. Il présente cette initiative, ces objectifs et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. La séance s'est développée autour d'une interview de l'intervenant. L'exposé de l'initiative du parlement de la Loire, a été suivi d'une série de questions.

Ce que nous en retenons. La démarche de Camille de Toledo est de créer une "fiction d'institution" ou encore une institution potentielle ou à venir, pour mettre en crise des institutions qui ne fonctionnent pas. Dans le cas du parlement de Loire, l'inspiration théorique provient du parlement des choses de Bruno Latour. L'initiative s'enracine dans les problèmes locaux de la Loire. Une commission de six à huit personnes, des acteurs publics mis à disposition par leurs institutions, procède à des auditions publiques ; après Tours et Blois en 2019, la prochaine est prévue à Orléans le 21 mars 2020. Des actes seront publiés fin 2020. Il s'agit d'un processus artistique et politique, plutôt que juridique.

Voir aussi l'article sur le site web de la Coordination : <http://eau-iledefrance.fr/10640-2/>

Rapport d'activités 2019

CYCLE 1 | Les droits de la Nature : un nouvel outil pour protéger l'eau et les écosystèmes aquatiques.



Séance 1, 19 Octobre 2019 - Les droits de la Nature au service des écosystèmes du monde : introduction aux droits de la Nature, et à leur utilisation pour protéger des écosystèmes aquatiques.
Séance 2, 10 Novembre 2019 - Les Communs Planétaires et les droits de la Nature : regards croisés sur l'eau.
Séance 3, 17 Décembre 2019 - Reconnaissance des droits de la Nature en France : quel environnement à partir de maintenant ? Initiatives locales et européennes pour concilier les droits des écosystèmes aquatiques dans le droit positif.
LES 100 CONFÉRENCES - Café Le Dorothea, 88bis Rue de Ménilmontant, 75020 Paris

Pour plus d'informations : <https://eau-iledefrance.fr/>



Séances complémentaires du cycle eau et droits de la Nature

Université de Nanterre, 30 Septembre 2019 – La théorie des droits de la Nature : de la morale au droit pour protéger l'eau – Intervenantes : **Lorraine Champagne**, et **Marine Calmet**, juriste en droit de la Nature pour l'association Nature Rights. (Participant-es: 12 dont 8 femmes)

Objectifs et plan de la séance: Charlotte Girard (enseignante-chercheuse et co-animatrice du programme d'enseignement universitaire clinique du droit) et Véronique Champeil-Desplats (professeure de droit public, co-directrice de l'Ecole doctorale de sciences juridiques et politiques) à l'Université de Nanterre consacrent leur séminaire "Théorie des droits fondamentaux" à l'étude d'un cas pratique sur le Saint-Laurent du Maroni, fleuve français sujet d'un écocide à cause de l'orpaillage illégal. Elles ont souhaité inviter la Coordination EAU IDF et Marine Calmet, de l'association Nature Rights, afin de présenter les enjeux des écosystèmes aquatiques, les droits de la Nature comme outil pour les protéger, et le cas spécifique du Saint-Laurent du Maroni. Cette séance a particulièrement suscité l'intérêt des étudiants pour s'impliquer davantage dans le mouvement pour la reconnaissance des droits des écosystèmes aquatiques en France.

Théâtre Dunois, 7 rue Louise Weiss, Paris 13e, 16 octobre 2019

Soirée grand public avec les "gardiens de l'Atrato", un fleuve doté de droits en Colombie en présence de Valérie Cabanes, coorganisée avec Notre Affaire à Tous, NatureRights, France Libertés et Sherpa.

(environ 90 participant-es, 60 femmes, 30 hommes; public jeune)

Dans ce cas, les droits de la Nature ont pu servir de moyen de pression sur les gouvernements pour les encourager à prendre des mesures concrètes en matière de protection de l'environnement. En novembre 2016, la Cour constitutionnelle



Rapport d'activités 2019

colombienne a consacré les droits du fleuve Atrato à la suite des manquements de l'État vis-à-vis des droits fondamentaux des personnes vivant sur les bords du fleuve, menacés par l'exploitation minière illégale. La Cour se sert des droits de la Nature pour appuyer les droits humains et raffermir les obligations environnementales de l'État. C'est un exemple concret de protection juridique d'un fleuve doté de personnalité morale avec la participation des habitant-es.

Technopole de Bourg-en-Bresse, Rue Henri Boissieu - 15 Novembre 2019

Intervention auprès de Rivières Sauvages, label de protection des rivières sauvages de France à l'occasion de la 4e réunion de réseau de Rivières Sauvages.

Thème de la séance : Labellisation vs droits de la Nature : quels moyens de pression pour préserver les écosystèmes français ? Intervenantes : **Lorraine Champagne**, de la Coordination EAU Île-de-France et **Marine Calmet** de Nature Rights.

(Participant-es: 35, dont 15 femmes).

Atelier, séminaire et soirée publique de préparation de la marche pour l'eau bien commun Marseille-Genève en septembre 2020

Le cadre général est la marche Jal Jaigath qui est partie de Delhi en octobre 2019 (pour les 150 ans de la naissance de Gandhi) pour atteindre Genève le 20 septembre 2020. Voir ici la philosophie générale du projet : <https://jaijagatgeneve.ch/charte/>

En mars 2019, la Coordination EAU Île-de-France a reçu une large délégation indienne comprenant notamment PV Rajagopal (président d'Ekta Parishad), principal organisateur de la marche, Rajendra Singh, « l'homme de l'eau en Inde » et Prithvi Raj Singh, administrateur de la Fondation Jal Bhagirathi. A cette occasion, a été lancée l'idée d'une marche du siège du Conseil Mondial de l'eau à Marseille pour atteindre le siège de l'ONU à Genève, ce qui symboliserait le déplacement que nous souhaitons voir dans la politique de l'eau au niveau global.

Atelier inter-associatif à la Maison ouverte, 17 rue Hoche à Montreuil, vendredi 30 août (8 participants, 6 femmes, 2 hommes) avec Nature Rights, Extinction rébellion et la Maison ouverte.

Séminaire national inter-associatif à la Maison ouverte, 17 rue Hoche à Montreuil, jeudi 12 septembre (environ 40 participants, 25 hommes, 15 femmes) avec le CRID.

Soirée publique de lancement, à la Maison ouverte, 17 rue Hoche à Montreuil, mardi 2 octobre (environ 60 participants, 35 hommes, 25 femmes)



Rapport d'activités 2019

Préparation de la campagne "l'eau ne se mérite pas, c'est un droit"

Réunion de la commission plaidoyer pour le droit à l'eau à la Fondation France Libertés, 5 rue Blanche à Paris.

Jeudi 19 septembre

(8 participants, 6 femmes, 2 hommes)

Réunion plénière de la campagne "l'eau ne se mérite pas, c'est un droit" au GRET, 45 avenue de la Belle Gabrielle, à Nogent/Marne.

Jeudi 3 octobre

(30 participants, 20 femmes, 10 hommes).

Séminaire de l'équipe d'animation de la Coordination avec Edith Guiochon de la Coalition eau sur la campagne "l'eau est un droit".

Résidence de l'eau, mairie du 10e

Mardi 26 novembre

(10 participants, 8 femmes, 2 hommes)

L'année 2020 marquera les 10 ans de la reconnaissance par les Nations Unies du droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit humain (Résolution du 28 juillet 2010). En mars 2020, se tiendront également les prochaines élections municipales en France. Ces deux événements cumulés sont l'occasion d'une part, d'interpeller les pouvoirs publics et les élus locaux et, d'autre part, de mobiliser le grand public sur les enjeux liés aux droits humains à l'eau potable et à l'assainissement.

Cette campagne est portée par la Coalition Eau et la Fondation Danielle Mitterrand – France Libertés et un large collectif d'associations.

Elle se déploie en plusieurs temps forts :

1. Lancement fin novembre 2019 au salon des maires
2. Elections municipales, mars 2020
3. Journée Mondiale de l'Eau, le 22 mars 2020
4. Dix ans de la reconnaissance des droits humains à l'eau et à l'assainissement, juillet 2020

Les contenus se déclinent en deux niveaux :

Une déclinaison au niveau local, engageant les acteurs des territoires et les collectivités

Une déclinaison au niveau national, engageant les ONG de coopération internationale et d'éducation au développement et à la solidarité internationale, auprès du gouvernement et instances nationales

Article sur le site web de la Coordination:

<http://eau-iledefrance.fr/lancement-de-la-campagne-leau-est-un-droit/>

Séminaire les nouvelles rivières urbaines

Mardi 8 octobre à la résidence de l'eau, Mairie du 10e.

(10 participants, 6 hommes, 4 femmes)

Dominique Nalpas, animateur des Etats généraux de l'eau à Bruxelles (EGEB) a présenté le concept et la pratique des nouvelles rivières urbaines et de leur communauté hydrologique. Une réflexion qui a conduit à développer le projet Brusseau <http://brusseau.be/>

Jean-Claude Oliva, directeur de la Coordination EAU Île-de-France, a évoqué l'expertise de cette association consistant à mobiliser des leviers politiques pour obtenir des décisions favorables aux usagers.

La discussion a permis d'envisager de nouvelles pistes d'action à Bagnolet avec l'organisation d'une balade urbaine.

Avec la participation de Kevin de la Croix, ingénieur de recherche en géographie au Laboratoire Mosaïques Université Paris Nanterre; Christiane Pesci, adjointe au maire, chargée de l'environnement et des espaces verts à Bagnolet; Martin Seidl, chercheur au LEESU, Ecole des ponts ParisTech; Frédéric Sultan, Remix the Commons, ...

L'ensemble des activités de l'Université populaire de l'eau bien commun est soutenu par la ville de Paris.



3) Universités bleues

Le projet « **Universités Bleues** » a pris un tournant en passant de la **sensibilisation** à l'**action**. L'objectif est de parvenir à terme à **stopper toute vente et distribution de bouteilles en plastique** au sein des établissements dans lesquels nous intervenons, en créant un courant d'opinion des étudiant.e.s dans ce sens et en initiant la réalisation d'alternatives (fontaines et gourdes) dans les campus.

Via leurs associations, les étudiant-es sont fortement impliqué.e.s dans le projet avec la constitution de groupes de travail pour mener des actions de terrain comme la mise en place des fontaines à eau. Les groupes de travail, composés d'étudiant.e.s de différents campus à travers l'Île-de-France, permettent aussi de créer un réseau d'informations, d'échange de bonnes pratiques et d'organiser des rencontres entre

Rapport d'activités 2019

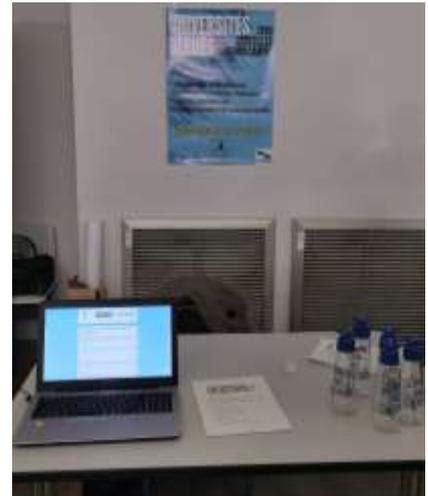
étudiant.e.s pour créer une vraie mobilisation. Ils permettent aussi plus d'efficacité pour des actions locales. Ces actions se font en plusieurs étapes avec l'observation des comportements sur le terrain notamment grâce à un sondage sur la consommation d'eau sur les campus et des enquêtes environnementales et économiques, l'écriture d'une charte « Université Bleue », l'analyse des solutions alternatives et la mise en place des actions avec les fournisseurs de fontaines et les acteurs concernés dans les campus (Vice-président au développement durable, logistique, etc.) Cela permettra de disposer d'une réelle force de proposition (pour la labellisation « Université bleue » de leur établissement) qui pourrait permettre l'installation de fontaines à eau et l'arrêt définitif de la vente et de la distribution de bouteilles en plastique au sein des établissements.

La responsable projet **Vanessa Charlotte**, assistée de deux volontaires en service civique, **Maud Muller** et **Solène Mignon**, depuis début septembre, coordonne la mise en place du projet, en étudiant les possibles alternatives (étude de marché des fontaines et gourdes en plastique végétal français), en animant les stands de sensibilisation, les réunions des groupes de travail et la messagerie du projet.

A noter enfin l'apparition d'une dimension internationale avec la première réunion européenne des Communautés Bleues à Bruxelles.

1. Evénements

Du 1er Septembre à la fin de l'année, nous avons tenu des stands de sensibilisation et de présentation du projet Universités Bleues dans 8 centres universitaires.



Dans ces stands, nous avons affiché le poster du projet "Universités Bleues" (ci-dessous), ainsi qu'une exposition "A l'eau Maman, bobo", une BD réalisée en partenariat avec le magazine Causette qui sensibilise aux dégâts causés par l'utilisation d'eau en bouteille. Un sondage Universités Bleues interrogeant la consommation d'eau des étudiant.es sur leur campus était également diffusé et a recueilli environ 70 réponses (10 par stand) qui s'ajoutent aux diffusions réalisées par

Rapport d'activités 2019

les étudiants et leurs associations. 35 étudiant.e.s motivé.e.s par le projet ont aussi pu être recruté.es à travers ces stands de sensibilisation.



Lors de l'événement du Grand 8, organisé par l'université de Saint-Denis, nous avons également distribué des quizz portant sur l'exposition Causette: les gagnants ont remporté des gourdes Eau de Paris. Environ 50 personnes sont venues nous voir pour discuter du projet.

En tout, 225 quizz ont été remplis, 175 gourdes distribuées (environ 25 par stand) et 370 personnes rencontrées. Néanmoins les grèves des transports en fin d'année, nous ont contraints à annuler (ou à ne pas programmer) de nombreux événements et stands...

2. Actions auprès des associations étudiantes

Le 16 Septembre 2019, nous avons contacté par mail de nombreuses associations étudiantes d'Île-de-France pour établir un premier contact. Nous étions déjà en contact avec Assas Environnement depuis l'année scolaire précédente. Des contacts se sont créés au fur et à mesure des premières semaines, pour se stabiliser à 13 associations étudiantes ayant montré un intérêt pour le projet. Après cette première prise de contact, nous nous sommes déplacées sur les campus pour rencontrer les étudiant.e.s, soit lors de leurs soirées de rentrée, soit pour des réunions prévues au sujet du projet. En présentant ce dernier, nous avons récupéré des étudiant.e.s motivé.e.s pour les quatre groupes de travail du projet. Notre réunion de lancement du 13 Novembre dans les locaux du REFEDD a permis d'inscrire les 32 étudiant.e.s motivé.e.s des 13 universités dans les quatre groupes de travail.

Rapport d'activités 2019

Une première réunion du GT4 a été organisée le mercredi 4 décembre où la stratégie du plaidoyer pour le projet a été définie. D'autres réunions avec les GT sont prévues en 2020.



Réunion du 13
Novembre 2019 dans les
locaux du REFEDD.

Grâce à la mise en place d'une plateforme d'échanges (Slack), nous avons créé une chaîne de communication avec 41 participant.e.s. Nous y avons régulièrement ajouté nos avancées pour rester au plus près des étudiant.e.s. Nous y avons diffusé notre sondage ainsi que le kit de communication, la charte et les critères du label ainsi que le kit de communication.

3. Actions auprès des responsables administratifs



Le jeudi 10 Octobre 2019, le projet a été présenté à différents acteurs des administrations universitaires parisiennes lors d'une réunion à l'Hôtel de ville de Paris, intitulée « Vers des campus durables ». Cette réunion a permis une large diffusion du projet aux différentes écoles et universités de Paris (une dizaine de représentant.e.s), ainsi qu'un soutien réaffirmé de la mairie de Paris.

Nous avons également pu discuter avec certain.es responsables des administrations universitaires, notamment de Sciences Po, Sorbonne Nouvelle et l'EPHE pour leur proposer le projet de labellisation de leurs campus. Plusieurs ont été intéressé-es et la discussion s'est poursuivie dans des rendez-vous de travail, préparés en amont, avec la réalisation de documents support (critères de Labellisation, charte, kit de communication) pour la mise en place du projet au sein de



Rapport d'activités 2019

leur structure. Tous ces documents ont été vérifiés et validés par les étudiant.e.s et leurs associations.

Grâce à l'action des associations étudiantes et nos communications envers les directions des universités, nous avons nous rapprocher de certaines universités qui souhaitent être labellisées dans les mois à venir. Il s'agit de Sciences Po Paris, de Paris X Nanterre, de Paris VIII Saint-Denis et de la Sorbonne Nouvelle. Outre ces quatre universités, nous sommes en contact les administrations de neuf autres établissements.

Pour compléter nos actions et comprendre à quels enjeux techniques et financiers les universités se heurtent pour l'installation des fontaines à eau, nous avons rencontré des fournisseurs de fontaines à eau et étudié leurs propositions.

4. Sondage

Nous avons créé un sondage sur la consommation d'eau sur les campus, à destination des étudiant.e.s, des universitaires et des personnels techniques et administratifs: <https://forms.gle/mHyZgxeWpW3RZPLa8>. Ce sondage a d'abord été diffusé pendant les différents Forum Santé auxquels nous avons participé, puis en ligne grâce à l'envoi de mails aux étudiant.e.s intéressé.e.s lors de forum mais aussi à la diffusion plus large sur notre page Facebook et notre compte Instagram. Ce sondage a également été partagé par le réseau interne des associations étudiantes d'Île-de-France du REFEDD.

5. Événement européen : conférence des Communautés Bleues à Bruxelles et projet européen

Du 28 au 29 novembre, une délégation du projet Université Bleue et de la direction de la Coordination EAU Île-de-France a participé à [la première réunion européenne des Communautés Bleues à Bruxelles](#), une initiative soutenue par le projet Blue Planet. Les Communautés Bleues proviennent d'une initiative conjointe du Conseil des Canadiens et du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), ayant pour objectif de protéger les services publics d'approvisionnement en eau et de défier l'industrie de l'eau embouteillée.

Ce projet encourage les municipalités et les communautés à se doter d'un cadre reconnaissant l'eau comme un bien commun en adoptant des résolutions afin de :

1. reconnaître le droit à l'eau et à l'assainissement ;
2. bannir ou éliminer progressivement la vente d'eau embouteillée dans les établissements municipaux et lors des activités municipales ;
3. promouvoir et mettre en œuvre la gestion publique des services d'eau et d'assainissement.

Rapport d'activités 2019

Pour l'instant, 60 communautés ont reçu la certification "Communauté Bleue" à travers le monde (dont Berne en 2013, Paris en 2016, Munich en 2017, Berlin et Madrid en 2018, Montréal et Los Angeles en 2019 pour n'en citer que quelques-unes).

La Coordination EAU Île-de-France a été à l'origine de la reconnaissance de Paris en tant que Communauté Bleue en 2016. En effet, Paris est exemplaire pour l'accès à l'eau qu'elle donne à ses habitants avec ses 1152 fontaines et sa gestion publique de l'eau.

A Bruxelles, la réunion a rassemblé 49 acteurs de l'eau de plus de 40 organisations européennes dans les locaux de Vivaqua, l'opérateur public en charge de la gestion de l'eau et de l'assainissement à Bruxelles. C'est la reconnaissance de la région de Bruxelles Capitale (comprenant 19 municipalités dont la ville de Bruxelles) comme Communauté Bleue qui a permis cette réunion.



Le projet universités bleues a été présenté à cette occasion. D'autres universités à travers le monde sont déjà reconnues Communautés Bleues : l'université de McGill à Montréal, et les universités de Berne et de St Gallen notamment ont reçu cette certification.

6. Communication

Une page Facebook "Universités Bleues" a été créée le 12 Septembre 2019, elle comprend 147 abonnés et 31 publications:
<https://www.facebook.com/UniversitesBleues/>.



Rapport d'activités 2019

Une page Instagram @universitebleues a été créée le 16 Septembre 2019, avec 67 abonnés et 10 publications: <https://www.instagram.com/universitesbleues/>

Nos réseaux sociaux sont gérés par Estelle Luc, bénévole en service civique.

Présentation du projet sur le site web de la Coordination
<http://eau-iledefrance.fr/participez-au-projet-universites-bleues/>

Eau et climat

Tout au long de l'année, notre association a développé un riche programme d'actions sur l'eau et le climat. La dégradation des cycles locaux de l'eau par l'agro-industrie et l'urbanisation a des conséquences très importantes car entre 50 et 65% des précipitations proviennent du cycle local de l'eau. Si l'eau est évacuée rapidement, il n'y a pas d'infiltration et d'évaporation, les précipitations diminuent, la sécheresse s'installe. La restauration des cycles locaux est donc une priorité pour combattre les dérèglements climatiques.

Ce faisant, notre association est passée d'une action de sensibilisation généraliste à la mise en place concrète de projets de terrain. C'est une évolution importante pour l'avenir.

Journées de formation à Champigny/Marne (94)

Nous avons réalisé un cycle de formation grand public à Champigny/Marne au premier trimestre 2019 pour un public populaire fréquentant les centres sociaux de quartier, en partenariat avec l'association **Noé international**.

Après l'installation de l'exposition "eau et climat" dans la maison pour tous Youri Gagarine à Champigny/ Marne, la première journée de formation a eu lieu le mardi 19 mars avec Daniel Hofnung, co-président de la Coordination EAU Île-de-France. Elle a réuni une trentaine de personnes (surtout des femmes) du quartier.

La seconde et la troisième journée ont eu lieu les 22 et 23 mars à travers tout un programme d'activités.

Le 22 mars, une douzaine de personnes (public essentiellement féminin) ont suivi l'atelier "écologie, c'est économique", animé par Lorraine Champagne de la Coordination EAU Île-de-France et la projection-débat de "vague citoyenne pour l'eau bien commun" à la maison pour tous de Bois Labbé à Champigny/Marne.

Le 23 mars, atelier pour mettre en place un projet local de récupération de l'eau de pluie, animé par Edith Félix, co-présidente de la Coordination EAU Île-de-France. Une vingtaine de participants, quasiment à parité. En parallèle se déroulait un atelier pour les enfants autour du jeu "équilibre", ce qui a permis de libérer les parents pour notre atelier.

Rapport d'activités 2019

La journée s'est poursuivie par une représentation théâtrale de "l'homme qui plantait des arbres" de Jean Giono, par le théâtre des Turbulences, avec 75 personnes (60 adultes, 15 enfants).

Enfin une rencontre-débat sur l'eau et le climat avec Jean-Claude Oliva, Daniel Hofnung et Edith Félix, a réuni une cinquantaine de personnes et a permis de remettre en cohérence l'ensemble des interventions précédentes.

Chantier international à Kosice en Slovaquie / 8 au 12 juillet 2019/

(10 participants, 5 femmes, 5 hommes)

Il s'agissait de passer aux travaux pratiques avec Michal Kravcik et son équipe, en réalisant de petites installations, jardin de pluie et barrages en bois, pour favoriser l'infiltration et l'évaporation et lutter contre le réchauffement climatique.

Voir ici le programme détaillé :

<http://eau-iledefrance.fr/chantiers-internationaux-jeunes-eau-et-climat/>

Les participants d'Île-de-France comprenaient notamment des habitants de Champigny/Marne et de Bagnolet qui avaient suivi notre programme de formation et d'actions dans ces deux villes (voir plus loin). Le chantier international a accueilli aussi une dizaine de Slovaques et une dizaine d'Anglais.

En suivant les instructions de nos partenaires slovaques, le groupe a réalisé deux jardins de pluie dans une école de Kosice qui ont été inaugurés à la fin de notre séjour par le maire de la ville et le président de la région. Le groupe a également construit plusieurs petits barrages en bois dans une forêt vallonnée au-dessus de Kosice.



Rapport d'activités 2019



Jardin de pluie réalisé dans une école de Kosice



Petit barrage en bois en forêt

Deux fiches de bonnes pratiques, conception et réalisation de jardin de pluie ont été rédigées.

Chantier international à Toussacq en Seine et Marne / 15 au 17 juillet 2019 /

(11 participants, 6 femmes, 5 hommes)

Il s'agissait d'intervenir dans la ferme « le champ des possibles » appartenant à Terre de liens, un mouvement citoyen qui agit pour préserver les terres agricoles. Elle

Rapport d'activités 2019

accueil des nouveaux-elles agriculteurs-rices en formation de terrain. Depuis quelques années, des inondations récurrentes s'y produisent.

Voir ici le programme détaillé :

<http://eau-iledefrance.fr/chantiers-internationaux-jeunes-eau-et-climat/>

Les participants d'Île-de-France comprenaient notamment des habitants de Champigny-Marne et de Bagnolet qui avaient suivi notre programme de formation et d'actions dans ces deux villes. Le chantier international a accueilli aussi des Slovaques et des Anglais.



Quelques rappels théoriques avec Edith Félix avant de passer aux travaux pratiques

Le chantier a permis de réaliser des travaux d'entretien du fossé de drainage qui inonde périodiquement la ferme. Il n'a pas été possible d'aller plus loin, faute d'accord concernant les contraintes d'exploitation. Issue d'un brainstorming général, une fiche de bonne pratique a néanmoins été réalisée et montre plusieurs dispositifs possibles pour remédier aux inondations.

Ce programme eau et climat s'inscrit dans le cadre du projet européen Erasmus + « groupe d'engagement pour l'eau et le climat », initié en 2017. Les actions de formation dans ce domaine ont bénéficié également du soutien de l'Agence de l'Eau Seine Normandie dans le cadre du projet « rendons l'eau à la terre ».

Les activités internationales

L'Inde et les futurs de l'eau

L'Inde apporte un aperçu des futurs de l'eau, à la fois par l'ampleur et la gravité des problèmes, mais aussi par la créativité et l'intervention populaires.

En février, Jean-Claude Oliva, directeur de la Coordination EAU IDF, a fait une tournée dans l'est du Rajasthan (Inde) à l'invitation de la Fondation Jal Bhagirathi, puis a visité le centre de ressources de Tarun Bharat Sangh dans le district d'Alwar, où Rajendra Singh a commencé son action au début des années 1980.



Avec Maulik Sisodia, directeur de Tarun Bharat Sangh ...sous le regard de Gandhi !

La Coordination EAU Île-de-France a accueilli une délégation indienne pendant une semaine en mars. A la veille de la journée mondiale de l'eau, notre association a organisé une rencontre publique à la Maison ouverte de Montreuil avec Rajendra Singh, lauréat du prix de l'eau de Stockholm et président de Tarun Bharat Sangh et de Rajagopal P.V. initiateur de la Jai Jagat 2020 et président-fondateur d'Ekta Parishad. Une autre réunion a eu lieu à Paris le 22 mars (voir plus haut dans Université populaire de l'eau bien commun). Plusieurs rencontres avec des organisations et des personnalités françaises ont eu lieu au cours de la semaine.

Le Sénégal, nouvel Eldorado des multinationales de l'eau ?

Le prochain Forum mondial de l'eau est prévu à Dakar en 2021. Le Forum mondial de l'eau est une activité lucrative qui finance le Conseil mondial de l'eau, outil des multinationales de l'eau, basé à Marseille.

La Coordination EAU Île-de-France est intervenue au cours de la conférence internationale de l'UNESCO sur l'eau à Paris, les 13 et 14 mai, lors de la réunion



Rapport d'activités 2019

officielle de préparation du Forum mondial de l'eau, en présence du Président du Conseil mondial de l'eau et d'une délégation gouvernementale sénégalaise, pour dénoncer cette situation. Notre intervention a reçu un très bon accueil du public international présent dans la salle.

Notre association a reçu Mamadou DIOUF Mignane, coordonnateur du Forum social sénégalais en visite à Paris à cette occasion.

En juin, Joël Josso, secrétaire de la Coordination EAU Île-de-France a participé à une rencontre avec le mouvement social sénégalais à Dakar, en contrepoint du lancement du Forum mondial de l'eau.

Une organisation en mouvement

La Coordination EAU Île-de-France comprend des membres individuels et des personnes morales. Elle est présente dans tous les départements d'Île-de-France, soit de façon directe, soit via les associations ou les collectivités qui en sont membres.

A Est Ensemble, GrandOrlySeine Bièvre, et Plaine Commune, la Coordination EAU Île-de-France et les collectifs eau publique sont associés aux comités de pilotage mis en place pour mener les réflexions et le débat sur le passage en régie. Elle participe aussi à la CCSPL d'Est Ensemble.

8 collectivités sont membres de notre association : Limay (78), Bagnolet, Bondy, Les Lilas, Montreuil, Pantin (93), Arcueil, Fontenay-sous-Bois (94).

Des associations membres de la Coordination jouent un rôle important au niveau infrarégional. C'est le cas par exemple d'Eau publique Orge Essonne dont un représentant siège au conseil d'administration de la régie publique de Grand Paris Sud. Elle mène l'action pour élargir, au-delà de la distribution d'eau potable, notre bataille régionale pour la réappropriation publique de l'approvisionnement en eau potable ce qui passe par la construction de partenariat entre opérateurs publics qu'elle encourage (par exemple, entre Eau de Paris et les 2 grosses régies créées en Essonne (GPS et CDEA) pour un partage de l'eau des aqueducs de la Vanne et du Loing).

C'est également le cas de l'AREP Val de Seine dans les Yvelines qui rayonne sur les 73 communes de Grand Paris Seine Ouest. Et plus récemment avec la création du Collectif pour une gestion publique de l'eau à Versailles St Quentin-en-Yvelines.

La Coordination EAU Île-de-France fait partie de de la Coordination EAU bien commun France, de l'Association Recherche Collectivités dans le domaine de l'eau (ARCEAU), de la Convergence nationale des service publics, du Mouvement européen pour l'eau, du Mouvement Utopia, du réseau Vivacités IDF.